

l'état actuel des choses, où les masses travailleuses du monde ont été tenues à l'écart des tractations de l'U. R. S. S. au sujet de l'Est Chinois, comment peut-on supposer qu'elles se déclarent solidaires d'une guerre contre Chang-Kaï-Chek, que nous savons, nous, être le Galiffet des ouvriers chinois, mais qui apparaît encore à beaucoup, grâce à Staline, comme le représentant de la Révolution Chinoise ?

— Mais, objecte le camarade Trotsky, se plaçant dans l'hypothèse d'une insurrection triomphante en Transcaucasie, si les ouvriers de Bakou réussissaient, grâce à l'aide de l'U. R. S. S., à conserver la région pétrolière avoisinant leur ville, on accuserait aussi les Soviets d'impérialisme — il est bon de le répéter, puisque toute la réponse de Trotsky est basée sur ce postulat faux — cela n'a rien à voir avec l'Est Chinois. Nous serions sans l'ombre d'une hésitation avec le prolétariat révolutionnaire de Bakou, et l'U. R. S. S. aurait mille fois raison d'intervenir en marquant dans les faits sa solidarité de classe. Rien de tel pour l'Est Chinois, l'U. R. S. S. n'intervient pas pour soutenir les ouvriers chinois contre leur bourgeoisie — Staline les a laissés étrangler sans rompre les relations diplomatiques — elle intervient en vertu des droits bourgeois qu'elle tient des accords conclus en 1924 avec le Gouvernement de Pékin.

S'il fallait suivre Trotsky, si la nécessité d'enlever un point d'appui à l'impérialisme, d'acquiescer le contrôle d'une ligne stratégique, devait être déterminante, alors, dans ce cas, même si les accords de 1924 n'avaient pas été conclus, il faudrait déclarer la guerre pour conquérir le contrôle de l'Est Chinois, l'utilité de l'enlever aux puissances dominantes serait tout aussi impérieuse. On n'oserait pas soutenir cette thèse jusqu'au bout, et cependant personne ne peut accorder une valeur révolutionnaire aux accords de 1924.

Non, Landau, pour priver Morgan et Rockefeller, l'impérialisme mondial, de points stratégiques importants, il ne faut pas se lancer dans une politique d'aventure, il faut mener une lutte juste contre tous les Morgan du monde.

Trotsky, pour justifier la politique de menace de guerre de Staline, apporte, par surcroît, un argument vraiment surprenant. Après avoir reconnu que l'Est Chinois a été construit par le tsarisme-impérialiste pour piller les ouvriers et paysans chinois, il ajoute : « Mais il fut installé aussi grâce au pillage auquel on soumit les ouvriers et les paysans russes. » Quelle déduction le camarade Trotsky prétend-il tirer de là ? Un « droit » de l'Etat russe sur l'Est Chinois ? Les prolétaires et les paysans français, victimes de leur impérialisme, ont payé de leurs ressources, et même de leur sang, les expéditions coloniales françaises sans que cela ait jamais conféré à qui que ce soit aucun « droit » sur ces colonies...

Pour Trotsky, il faut aussi défendre l'Est Chinois comme une parcelle du patrimoine futur de la Révolution chinoise. Mais pour la bureaucratie soviétique, — et c'est ce qui décide, car c'est cette bureaucratie qui dirige la politique et la diploma-

tie de l'U. R. S. S. — il s'agit tout bonnement d'utiliser toutes les possibilités économiques et politiques « héritées » de l'ordre ancien » (*Correspondance Internationale*, N° 79). On conviendra que la bureaucratie est mieux à même que quiconque d'indiquer les mobiles de sa propre politique, et nous voici loin de la gestion de l'Est Chinois pour le compte des ouvriers chinois. Cette bureaucratie prend soin d'ailleurs de lever toute incertitude en avançant que le conflit de l'Est Chinois a joué un rôle important dans la journée du Premier Août.

Mieux que tous les discours et toutes les thèses, la politique pratiquée par les Soviets sur l'Est Chinois (sur la voie ferrée elle-même) doit révéler si l'U. R. S. S. poursuit des buts nationaux de puissance dominante, ou si elle agit dans l'intérêt des deux prolétariats, dans l'intérêt de la Révolution mondiale. La pierre de touche sera l'état des rapports entre Russes et Chinois sur le réseau. Si l'on a pratiqué une politique ouvrière, l'alliance des prolétaires russes et chinois de Mandchourie est cimentée indissolublement. Sinon...

Trotsky apporte à ce sujet des précisions intéressantes, et il indique qu'il a participé à l'élaboration du *modus vivendi* établi en 1926 sur la ligne de l'Est Chinois. Il reconnaît que, sur cette ligne, tout ne va pas bien, et qu'il en était déjà de même en 1926 quand il fut appelé à s'en occuper. A cette époque, le contrôle de l'Etat Soviétique prenait une allure telle qu'il fallut pratiquer un « redressement ». Une résolution fut adoptée, dont Trotsky donne des extraits. Il y est dit que les représentants des diverses institutions (soviétiques) manifestaient envers la Chine « des prétentions inadmissibles de puissance de premier rang qui compromettaient le pouvoir des Soviets et faisaient naître l'idée qu'il était impérialiste ». La Commission instituée avec les délégués du Kuomintang décida qu'il fallait écarter tout soupçon à cet égard par une politique et une forme extérieure de la politique basée sur « la plus grande considération envers les droits de la Chine... sa souveraineté, etc. »

Mais tout ceci, concède Trotsky, était loin d'être appliqué dans la réalité, les déviations de Moscou se reflétaient plus accentuées encore dans l'appareil russe du chemin de fer. Les zig-zags de Staline y avaient leur répercussion. C'est dire que la situation doit être singulièrement aggravée en 1929. Alors, qu'est-ce qui compte ? Une résolution animée de bonnes intentions, et qui signale des fautes avec le vœu d'y remédier, ou bien l'état de fait, la situation vivante d'un Est Chinois, frontière stratégique du « socialisme dans un seul pays », où l'Etat Soviétique se pose de plus en plus en « puissance de premier rang » ? Tout révolutionnaire soucieux de rester sur le terrain solide des faits a répondu à cette question.

Malgré tous les faux semblants, c'est bien une politique nationale que Staline a pratiquée sur l'Est Chinois. Si l'on n'avait pas constamment contrevenu aux résolutions tendant à chinifier l'Est Chinois, l'alliance des prolétariats russes et chinois aurait été si fermement cimentée en Mand-

chourie que Chang-Kaï-Chek n'aurait pu tenter son mauvais coup sans se heurter à la résistance unanime de la population ouvrière et paysanne de la Mandchourie du Nord.

En résumé, Trotsky pas plus que Landau n'apportent sur la question — si « élémentaire » d'après Trotsky — d'arguments susceptibles de faire varier le point de vue de *Contre le Courant*. Au lieu de répondre aux arguments essentiels de notre éditorial — glissement de la bureaucratie centrisme, aventurisme de ses méthodes diplomatiques, aide indirecte apportée au pacifisme bourgeois — au lieu de discuter le mot d'ordre : « Contre toutes les guerres qui ne servent pas les intérêts de la Révolution prolétarienne », Trotsky déforme notre pensée. Cela nous permet de développer ce que notre premier article pouvait avoir de trop succinct, en indiquant nos points de vue avec plus de précision. Ce qui apparaît surtout dans l'article de Trotsky, c'est comme un dessein de discréditer *Contre le Courant* au profit d'un nouveau groupement, qui a sur nous l'avantage d'accepter aveuglément ses directives.

Nous le répétons donc pour qu'il n'y ait pas d'équivoque : Sans hésitation, nous lutterons aux côtés de l'U. R. S. S. dans toute guerre qui l'opposerait aux impérialistes pour la défense des conquêtes d'Octobre. Dans le cas particulier de l'Est Chinois, nous acceptons la gestion provisoire de l'U. R. S. S. jusqu'à l'accomplissement de la Révolution nationale chinoise. Mais cette gestion provisoire ne doit pas nuire au développement de la Mandchourie chinoise et, par voie de consé-

quence, à la maturation de la Révolution dans ce pays; elle doit être pratiquée dans un esprit international. L'U. R. S. S. doit abandonner les voies de la diplomatie secrète et annoncer ouvertement aux ouvriers du monde ses desseins sur l'Est Chinois, dire dans quelles conditions se fera le transfert à la Chine pour que le prolétariat chinois trouve le chemin de fer dans le patrimoine qu'il prendra des mains de sa bourgeoisie. Enfin, il est évidemment inadmissible de prétendre assurer la domination de l'U. R. S. S. sur l'Est Chinois au moyen d'une guerre qui mettrait en cause la Révolution d'Octobre elle-même, et qui détacherait de sa cause les prolétaires du monde. Un Etat Ouvrier a d'autres moyens pour faire valoir ses revendications de classe.

Il semble bien, comme le dit Trotsky, que le conflit actuel n'amènera pas la guerre; on reviendra aux accords de 1924. Mais si l'U. R. S. S. ne s'adresse pas à l'opinion ouvrière, si elle ne dit pas dans quelle condition et pour quelle durée elle est dépositaire de l'Est Chinois, la tension renaitra bientôt, permettant aux clans réactionnaires chinois de développer dans la masse des sentiments hostiles à l'Union Soviétique.

Pour nous, l'alerte n'aura pas été inutile, elle aura permis de vérifier combien il était nécessaire de donner dès maintenant à l'Opposition un statut, une base politique solide et une structure qui lui permette de discuter internationalement des grandes questions politiques. Ce qui permettra dans l'avenir, dès que se présentera une « épreuve politique sérieuse », de l'affronter et de la surmonter avec le maximum de cohésion.

CONTRE LE COURANT.

PROJET DE PLATEFORME

Nous continuons aujourd'hui la publication d'un Projet de Plateforme de l'Opposition, préparé dès le mois d'avril, et déjà amendé par notre Comité de Rédaction.

Le plan du Projet divise la Plateforme en trois parties principales :

- 1° La situation du capitalisme sur le plan international;
- 2° Le capitalisme français;
- 3° Conclusions et perspectives politiques.

Cette troisième partie est encore à la rédaction. Ce sera la plus importante, puisqu'elle tracera les grandes lignes de l'activité pratique et marquera les tâches du mouvement.

La discussion est ouverte : tous les communistes d'Opposition sont fraternellement invités à apporter à ce projet des critiques, des compléments, des modifications, des suggestions.

Ainsi, ayant bénéficié du travail collectif, la Plateforme définitive, en même temps qu'elle assurera la cohésion de l'Opposition, lui permettra de cristalliser autour d'elle les communistes, de trouver la voie qui mène vers les militants sérieux et actifs.

LE CHEMIN DU CAPITALISME FRANÇAIS

Dans le cadre ainsi esquissé occupons nous plus particulièrement de la fraction du capital qui est notre antagoniste direct : du capitalisme français.

Depuis la guerre la structure du capitalisme

français s'est trouvée profondément modifiée : la France, où prédominait jadis l'agriculture, est devenue un pays industriel et, en particulier, une puissance métallurgique. L'intégration de l'Alsace et surtout de la Lorraine par le Traité de Versailles lui ont apporté un appoint sérieux et, d'autre part, la reconstruction des régions dévastées du Nord et de l'Est, régions des plus industrielles, a permis de renouveler et de moderniser une grande partie de l'outillage national.

De tous les belligérants européens, c'est la France qui a connu la conjoncture d'après-guerre la moins brutale, semblable en cela à elle-même, puisque les petits-bourgeois français la désignent avec ravissement comme « le pays du juste milieu » : pas de chômage atteignant les grandes masses et prenant un caractère chronique, comme en Allemagne et surtout en Angleterre (le mouvement de chômage créé au début de la stabilisation de fait a été vite résorbé); la crise d'inflation a été limitée à la nécessité d'exproprier la petite-bourgeoisie des 4/5 de son avoir; la stabilisation de la monnaie s'est effectuée sans perturbation capitale, sous le signe de la « confiance », c'est-à-dire de l'accord de toutes les